

Séance publique du jeudi 19 février 2015

Convoqué le vendredi 13 février 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 19 février 2015 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Christian DUMONT, France JAMET, Anne Louise KNAPNOUGEL, Mustapha MAJDOUL, Véronique PEREZ.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Parking Nouveau Saint-Roch Convention d'accord autonome Ville/ AUTIXIS- Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon / TAM

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par décret en date du 23 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été transformée en Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1er janvier 2015.

Cette création a eu pour effet le transfert à son établissement public de coopération intercommunale de la compétence relative aux parcs de stationnement détenue par la Ville de Montpellier.

Néanmoins, par convention conclue avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015, toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La Commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il vous a été soumis, dans cette même séance, l'attribution de la délégation de service public pour le nouveau parking Saint Roch à la société TaM.

Comme indiqué à cette occasion, si l'objet de la délégation porte sur l'exploitation du parking, il a cependant été demandé au délégataire de verser à la Ville un droit d'entrée correspondant à la participation acquittée par la Commune auprès de la SERM pour la réalisation des travaux de gros œuvre de l'ouvrage dans le cadre de la concession publique d'aménagement de la ZAC Saint Roch, soit 16 718 027€ HT.

Pour financer ce droit d'entrée, TaM a eu recours à un prêt.

La délivrance des fonds par l'établissement de crédit est conditionnée à un certain nombre de conditions préalables dont l'expiration des délais de recours et la justification de l'absence de recours à l'encontre de la convention de délégation de service public et de la délibération en autorisant la signature.

Ce type de clause est classique en matière de financement par des établissements de crédits. Il pose cependant problème puisqu'il empêche, en pratique, tout versement du droit d'entrée et tout début d'exploitation dès lors qu'un recours est déposé.

Or, un recours au fond met approximativement entre un an et demi et deux ans pour être traité par le tribunal administratif.

Une telle contrainte n'est pas compatible avec les besoins immédiats en matière de stationnement du quartier et des usagers de la gare. Elle semble en outre disproportionnée alors même que le dépôt d'un recours ne signifie pas pour autant qu'il aboutirait, à terme, sur une annulation de la délégation.

Dès lors, afin de permettre le début d'exploitation le plus rapide possible, il vous est proposé de conclure avec les établissements de crédit de TaM ainsi que cette dernière un accord autonome.

L'objet de cet accord est de permettre le décaissement du prêt au profit du délégataire alors même que la DSP et/ou ses actes détachables feraient l'objet d'un recours contentieux (sous réserve bien sûr que ni l'accord autonome ni aucun de ses actes détachables ne fassent eux-mêmes l'objet d'un recours contentieux.)

En cas d'annulation, invalidité, résiliation ou inopposabilité de la délégation dans le cadre d'un contentieux, le délégataire dispose donc d'une créance sur la Ville correspondant au montant du prêt restant du nécessaire au financement du droit d'entrée.

L'accord autonome s'accompagne d'un acte d'acceptation de la cession de cette créance du délégataire au bénéfice de ses établissements prêteurs. En pratique, en cas de contentieux aboutissant à l'annulation de la délégation, la Ville se substituerait donc aux obligations de TaM vis-à-vis de ses établissements de crédit.

La conclusion d'un tel accord sécurise un début d'exploitation rapide du délégataire. Elle garantit en outre, la poursuite de l'exploitation en cas de contentieux.

Sur le fond, cet accord, n'aggrave pas la responsabilité de la Ville. En effet, dans le contrat de délégation, le délégataire n'assume pas la responsabilité du gros œuvre. Ainsi, en cas de recours aboutissant, à terme, à l'annulation de la délégation la Ville devrait donc, quoi qu'il en soit, en récupérer la charge.

L'accord autonome objet de la présente délibération ne change rien à cet état de fait. Il garantit simplement l'établissement financier qui n'aura donc pas à attendre la conclusion d'un accord transactionnel dans l'éventualité d'une annulation contentieuse.

Le projet de convention relatif à cet accord autonome est joint en annexe à la présente délibération ainsi que le modèle d'acte d'acceptation de cession de la créance constituée par cet accord.

Le projet de délégation de service public prévoyant l'obligation pour TaM de créer une société dédiée spécifiquement à l'exploitation du parc de stationnement dans les mois suivant la signature du contrat de DSP, la convention sera signée soit avec TaM soit avec la société dédiée en question qui se substituera.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention d'accord autonome et du modèle d'acte d'acceptation de cession de créance joints en annexe à la présente ;
- autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut son adjoint(e) délégué(e), à signer ces documents ainsi que tout autre document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,
Agissant au nom et pour le compte
de Montpellier Méditerranée Métropole**



Philippe SAUREL

Publiée le : 20 février 2015